



**HAL**  
open science

# **Agroécologie et transformation socio-écologique au prisme de la reproduction sociale : apprentissages du Brésil**

Isabelle Hillenkamp

## ► To cite this version:

Isabelle Hillenkamp. Agroécologie et transformation socio-écologique au prisme de la reproduction sociale : apprentissages du Brésil. 10e Conférence Internationale de Recherche en Economie Sociale, “ Le rôle de l’ESS dans la transition socio-écologique ”, CIRIEC, Oct 2025, Bordeaux (FR), France. <ird-05426224>

**HAL Id: ird-05426224**

**<https://ird.hal.science/ird-05426224v1>**

Submitted on 19 Dec 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

# Agroécologie et transformation socio-écologique au prisme de la reproduction sociale : apprentissages du Brésil

*Communication présentée à la 10<sup>e</sup> Conférence Internationale de Recherche en Economie Sociale du CIRIEC, « Le rôle de l'ESS dans la transition socio-écologique », Bordeaux, 27 octobre 2025*

Par Isabelle Hillenkamp, IRD-CESSMA

**Résumé.** A partir de projets de recherche-action avec des actrices de l'agroécologie au Brésil, ce texte analyse la contribution de cette dernière à la transformation socio-écologique, en intégrant la sphère de la reproduction sociale. La trajectoire historique de l'agroécologie au Brésil est d'abord examinée, en identifiant les moments clés de croisement avec l'économie solidaire, mais aussi avec l'*agronegocio*. Cette perspective historique rend compte de la formation de divers sujets politiques, du régime d'accumulation dominant, de la dynamique de transformation socio-écologique et de la place, de plus en plus affirmée, de la reproduction dans cette transformation. Sur cette base, une seconde partie du texte plonge dans les données du projet ANR GENgiBRe auprès de paysannes du sud-est du Brésil engagées dans l'agroécologie. Cette plongée permet de saisir la transformation et la reproduction sociale dans la dynamique des rapports de genre et intersectionnels depuis le niveau local, y compris les rapports de pouvoir entre hommes et les (en)jeux des masculinités. Cette démarche aboutit à identifier des éléments clés d'un cadre d'analyse de la transformation socio-écologique depuis le point de vue de la reproduction sociale, croisant étroitement modèle économique, genre et environnement.

**Mots clés :** transformation socio-écologique ; reproduction sociale ; genre ; agroécologie, économie solidaire.

**Abstract.** Based on action-research projects with actors – mainly women – involved in agroecology in Brazil, this text analyzes the contribution of agroecology to socio-ecological transformation, including the sphere of social reproduction. The historical trajectory of agroecology in Brazil is first examined, identifying key moments of intersection with solidarity economy, but also with agribusiness. This historical perspective accounts for the formation of various political subjects, the dominant regime of accumulation, the dynamics of socio-ecological transformation, and the increasingly assertive place of reproduction in this transformation. On this basis, the second part of the text delves into data from the ANR GENgiBRe project with women farmers engaged in agroecology in southeastern Brazil. This immersion allows to grasp transformation and social reproduction in the dynamics of gender and intersectional relations at the local level, including power relations between men and issues of masculinities. This approach leads to the proposal of key elements for a framework for analyzing socio-ecological transformation from the perspective of social reproduction, closely linking economic models, gender, and the environment.

**Keywords:** socio-ecological transformation; social reproduction; gender; agroecology; solidarity economy.

## Introduction

La perception de la crise climatique renouvelle l'intérêt scientifique et politique porté à l'économie sociale et solidaire (ESS). Des espaces sociaux comme l'agroécologie, liée à l'ESS et constituée autour de propositions écologiques, se retrouvent au centre des questionnements sur la transformation socio-écologique. Ce regain d'intérêt est évidemment une opportunité, mais deux principales orientations doivent être affirmées.

La première concerne une *approche politique* de la transformation socio-écologique, en lieu et place des approches dominantes de la transition écologique. La transformation socio-écologique exige le ré-encastrement de l'économie dans l'environnement et dans les rapports sociaux, afin de respecter leurs limites respectives. Ce processus n'est pas linéaire, comme le suppose la notion de transition, mais d'autant plus instable et réversible qu'il menace le régime d'accumulation dominant. Il n'est pas non plus descendant, mais procède au contraire souvent par des brèches de changement ouvertes par des sujet-tes menacés dans leurs corps et dans leurs territoires au sein de ce régime. La question est de saisir les dynamiques écologiques, économiques, notamment de protection contre les marchés concurrentiels, et politiques, qui permettent à ces sujet-tes de construire des espaces méso-économiques (Lamarche *et al.*, 2021) de relative autonomie vis-à-vis du capitalisme et des régulations socio-écologiques émergentes.

La deuxième affirmation concerne une approche *depuis la base* de la transformation socio-écologique, incluant la sphère de la reproduction sociale, c'est-à-dire l'« ensemble des activités, des institutions et des relations nécessaires à la reproduction de la vie, humaine et non humaine, dans le présent et pour les générations futures » (Verschuur *et al.*, 2021). Economistes, sociologues et géographes féministes ont montré de longue date que la sphère de la production, constituée autour du travail rémunéré et des échanges monétaires et marchands, ne représente que la pointe émergée d'un « iceberg économique » beaucoup plus vaste (Gibson-Graham, 2006 ; Federici, 2012 ; Mies, Bennholdt, 2022). Celui-ci repose en effet sur la base immergée et très peu visible car difficilement quantifiable de la reproduction sociale : une base constituée de l'ensemble des rapports de travail et des formes d'échange, monétaires ou non, marchands ou non, qui soutiennent la vie au quotidien.

Agroécologie et ESS se situent en très grande partie dans la sphère de la reproduction sociale. Pourtant, ce fait est loin d'être acquis, y compris dans cette littérature qui reste, elle aussi, en grande partie axée sur la production marchande et les revenus monétaires. Restituer l'ensemble des pratiques, des formes de travail et des sujet-tes, comme les paysannes, travailleuses rurales, femmes racisées et de classe populaire, qui composent cette sphère

reproductive est indispensable pour appréhender la capacité transformatrice de l'agroécologie et de l'ESS. Cette vision d'ensemble élargit la compréhension des forces politiques qui œuvrent pour la transformation socio-écologique, conduisant à une vision plus optimiste car plus large de sa base, tout en problématisant les rapports de pouvoir internes et en dévoilant ainsi la complexité de l'agroécologie et de l'ESS.

Partant de ces prémisses, ce texte propose des éléments **d'analyse de la contribution de l'agroécologie à la transformation socio-écologique intégrant la sphère de la reproduction**. Ma contribution est située dans mon expérience de plusieurs projets de recherche-action avec des actrices – principalement des femmes – de l'agroécologie (*agroecologia*) au sud-est du Brésil. Mon analyse consiste notamment en une synthèse personnelle de résultats du projet collectif GENgiBRE « Rapport à la nature et égalité de genre. Pratiques et mobilisations féministes au Brésil », co-construit avec des partenaires académiques et des mouvements sociaux brésiliens<sup>1</sup>. Auparavant, j'avais participé à des projets du même type avec des acteurs et actrices de l'économie solidaire (*economia solidária*) dans plusieurs régions du Brésil.

Le texte qui suit est organisé en deux parties. Dans la première, j'aborde la trajectoire historique de l'agroécologie au Brésil depuis ses racines dans les mouvements agraires jusqu'au moment actuel, en identifiant les moments clés de croisement avec l'économie solidaire. Cette perspective historique permet de rendre compte sur le temps long de la formation des sujets politiques, de la dynamique de transformation socio-écologique et de la place, de plus en plus affirmée, de la reproduction dans cet agenda. Dans la seconde partie, je propose une plongée dans les données du projet GENgiBRE auprès de paysannes engagées dans l'agroécologie, de leurs familles et de leurs territoires. Cette plongée permet de saisir la transformation socio-écologique et la reproduction dans la dynamique des rapports de genre et intersectionnels depuis le niveau local. Cette démarche aboutit à articuler des éléments clés d'un cadre d'analyse de l'agroécologie tourné vers la transformation socio-écologique et la reproduction qui ressortent de l'expérience brésilienne.

---

<sup>1</sup> Projet ANR-20-CE41-0002-01. Outre l'IRD, les partenaires de ce projet sont l'Université fédérale de Viçosa, le Centre de technologies alternatives de la Zona da Mata, l'organisation féministe *Sempreviva* au Brésil et l'Université de Toulouse Jean Jaurès en France.

## **I. Agroécologie en (trans)formation : de l'*agronegocio* à la politisation de la sphère reproductrice au Brésil**

« Agroécologie » est un terme polysémique. Il fait référence à des sujets politiques, à des pratiques, techniques et savoirs et à des trajectoires historiques qui varient considérablement selon les pays. Le Brésil est sans doute l'un des cas les plus clairs où l'agroécologie se présente comme un véritable mouvement social, construit au long de plusieurs décennies (Wezel *et al.*, 2009). Dans les années 1960, l'agriculture brésilienne a été bouleversée par un processus de changement multidimensionnel connu localement comme « modernisation conservatrice » : intégration accrue entre capitaux agraires, industriels et financiers ; transformation de la base technique et productive selon le modèle de la Révolution verte (mécanisation, spécialisation productive, intrants chimiques, énergies fossiles, complexes agroindustriels) ; nouveau rôle de l'Etat à travers des politiques de soutien, notamment durant la période des dictatures militaires (1964-1985) (Favareto, 2006). De ce processus est né l'*agronegocio* brésilien : un secteur revendiquant une forte intégration (production, fournisseurs d'intrants et de services, transformation industrielle, logistique, distribution, services de recherche, consultance) et une place de premier plan dans l'économie et la politique du pays (Pompeia, 2018)<sup>2</sup>.

Le régime d'accumulation qui s'est mis en place à cette période a associé régulation corporatiste (relations entre élites de l'*agronegocio* et décideurs politiques), accaparement des terres et aspiration des travailleurs vers les fermes et les usines de l'*agronegocio*. A travers ce double processus extractif (terre et travail), la valeur issue de sphère de la reproduction sociale a été mise au service de l'accumulation de capital. En réaction, d'importants mouvements agraires se sont structurés (Ligues paysannes, dès 1955 ; Nouveau syndicalisme agraire, à la fin des années 1970 ; Mouvement des travailleurs sans terre du Brésil [MST], en 1984). Ils ont revendiqué une réforme agraire et un accès aux droits du travail (*ibid* ; Novaes, 2009), sans toutefois dans un premier temps présenter de critique approfondie de l'extraction de valeur de la sphère reproductrice.

Une telle critique a émergé de manière parallèle, également dans les années 1970, par la voix d'agronomes dissidents. Dénonçant l'impact écologique du paquet technologique de la Révolution verte (Lutzenberger, 1976), ces agronomes ont mis en évidence l'« engrenage technico-politique » mortifère, causé par l'intensification du modèle pour répondre aux déséquilibres environnementaux qu'il a lui-même créés (Primavesi, 1979, 1997). Ainsi, cette

---

<sup>2</sup> Il regroupe la production proprement dite ; les fournisseurs d'intrants et de services en amont ; la transformation industrielle, la logistique et la distribution en aval, ainsi que les services de recherche et de consultance

critique a pointé les conditions environnementales de la reproduction. Elle s'est accompagnée d'une proposition concrète d'agriculture « alternative » (*agricultura alternativa*) qui « [travaille] en relation étroite avec les systèmes naturels d'un lieu » (*ibid.*, p. 130), selon une approche à la fois locale et systémique. Dans les années 1980 et 1990, cette agriculture s'est développée grâce à un important projet dit de « technologies alternatives » (*Projeto Tecnologias Alternativas*), qui a donné naissance à des centres et à des réseaux du même nom dans différentes régions du Brésil. Les professionnels (agronomes, coopérateurs, éducateurs populaires) actifs dans ces organisations ont noué des alliances décisives avec les mouvements agraires, reconnaissant leurs demandes de justice sociale, et avec les paysans et travailleurs ruraux, leur proposant des méthodologies de travail basées sur la reconnaissance des savoirs locaux (Luzzi, 2007). Ainsi, la critique du régime d'accumulation s'est étendue pour dénoncer une véritable économie prédatrice, au sens d'une économie « [capable de] se maintenir, voire [de] prospérer, tout en compromettant la reproduction des vies humaines et non humaines impliquées dans le profit » (Blasquez, Lamotte, 2024, p. 16). Avec l'agriculture alternative, cette critique s'est doublée d'une proposition en actes pour réancrer l'agriculture dans des conditions sociales et environnementales indispensables à cette reproduction.

Dans les années 1980, dans le contexte de la transition démocratique au Brésil, cette position a été approfondie par un troisième mouvement : celui de femmes paysannes et travailleuses rurales, qui ont créé leurs propres organisations (comme le Mouvement de femmes paysannes, au Sud du Brésil, et le Mouvement de femmes travailleuses rurales du Nordeste). Dans un premier temps, ces femmes ont dénoncé les inégalités de genre dans leurs propres familles et organisations, notamment l'absence de représentativité des syndicats ruraux aux mains des hommes (Jalil, 2013 ; Paulilho, 2016). Elles ont demandé l'accès aux droits du travail, aux politiques de soutien à l'agriculture et à des droits spécifiques, comme le congé maternité. Dans un deuxième temps, à partir des années 1990, ces femmes ont d'une part, fait entendre leurs voix dans les organisations mixtes (par exemple le MST) et d'autre part, fait alliance avec des féministes dans des ONG et à l'Université. Elles ont alors établi un lien entre l'exploitation de différentes facettes de leur travail : travail domestique, dans l'agriculture vivrière, de *care* socio-environnemental et d'entretien des communs. Peu à peu, la reproduction de la vie à travers les tâches quotidiennes de l'alimentation, du soin aux personnes et à la nature, a été pointée comme le dénominateur commun du travail, dévalorisé, qui leur est socialement assigné en tant que femmes (Faria, Nobre, 2003 ; Carrasco, Tello, 2013). De cette politisation du travail reproductif sont nées de nombreuses actions, d'organisation au niveau local (groupes, réseaux), de comptabilisation de leur travail (Alvarenga *et al.*, 2018) et de mobilisation (par

exemple, une campagne pour la division juste du travail domestique). La critique des inégalités de genre et intersectionnelles (de classe, raciales, ethniques etc.) s'est ainsi accompagnée d'actions positives pour revaloriser la sphère reproductive. En affirmant leur place dans l'agriculture alternative (puis dans l'agroécologie), ces femmes ont cherché à transformer cette sphère de l'intérieur, au double plan social et écologique (Hillenkamp, Nobre, 2018).

A la fin des années 1990, une critique radicale du régime d'accumulation imposé par l'*agronegocio* avait donc surgi au Brésil, accompagnée de pratiques alternatives portées par une variété de sujets. Cette dynamique a alors croisé le mouvement émergent d'économie solidaire. Durant toute la décennie, la forte hausse du chômage et la dégradation des revenus des classes populaires avaient en effet alimenté diverses formes d'organisation économique collective : associations et coopératives agricoles familiales (Schmidt, 2010), groupes et réseaux de femmes (Nobre, 2006), projets communautaires alternatifs (Bertucci, Silva, 2003) ou encore usines en faillite récupérées par leurs travailleurs (Singer, 2002). C'est cette dernière forme, surtout présente dans la région industrialisée du sud-est du pays, qui a d'abord été théorisée comme une économie solidaire par l'économiste brésilien Paul Singer, à l'époque militant auprès de la classe ouvrière de la périphérie de São Paulo.

Singer a affirmé l'existence et l'importance de l'économie solidaire au Brésil, comme un mode de production distinct du capitalisme, car réunissant la possession et l'utilisation des moyens de production et pouvant, par un ambitieux processus de démocratisation, se développer au sein du capitalisme et entrer progressivement en compétition avec lui (Singer, 1998). La démocratisation de l'économie concerne pour cet auteur l'autogestion au niveau des organisations, par les travailleurs détenant conjointement les moyens de production ; et la construction d'un secteur d'économie solidaire, articulant finance, commercialisation, formation et production de connaissances, ainsi qu'une relation avec un État profondément transformé (Singer, 2000). Le modèle est celui d'un espace méso-économique, maintenant une autonomie relative vis-à-vis du régime d'accumulation dominant (Bodet *et al.*, 2025) et visant à ouvrir une brèche de changement dans ce régime (Hillenkamp, 2026), en étroite correspondance avec les propositions du mouvement agroécologique brésilien.

Ces différents mouvements et visions, construits au cours de plusieurs décennies, ont convergé dans le contexte politique des années 2000 de l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs (gouvernements Lula et Dilma Rousseff, 2003-2016). En 2002, l'Articulation nationale brésilienne d'agroécologie (ANA) a été créée, comme espace de dialogue des diverses organisations œuvrant au renforcement de l'agroécologie (organisations de base, mouvements

sociaux, ONG, groupes de différentes natures). Paysannes, travailleuses rurales, agricultrices, féministes dans des ONG, des Universités et la gestion publique y ont fondé (en 2004) un groupe de travail transversal « Femmes » visant à éradiquer les inégalités de genre dans tous les espaces de l'agroécologie. A partir de 2004 également, des politiques publiques ont été co-construites entre l'ANA et le Ministère brésilien du développement agricole. Sous la pression du Groupe de travail « Femmes », des quotas pour la participation des femmes dans les politiques publiques d'agroécologie et des modalités spécifiques d'appui aux espaces agricoles de la sphère reproductive sous la responsabilité des femmes (*quintais*<sup>3</sup>), ont été mis en place (Filipak, 2017).

Parallèlement, l'économie solidaire a été renforcée par la création du Mouvement d'économie solidaire (2002), puis du Secrétariat national (SENAES) au sein du Ministère du travail et de l'emploi, dirigé par Paul Singer (2003-2016). De nombreuses organisations (*emprendimentos*) d'économie solidaire ont été créées ou renforcées durant cette période et des politiques de commercialisation et de finances solidaires, ainsi que des programmes de formation, visant à faire advenir un secteur d'économie solidaire, ont été mis en œuvre (Cunha, 2012). Des recensements participatifs ont permis d'identifier près de 15 000 organisations d'économie solidaire en 2005, puis près de 22 000 en 2007 et plus de 33 000 en 2012 (SIES, 2013). Pour sa part, le mouvement d'agroécologie fait état de 23 réseaux régionaux, regroupant des centaines de groupes, d'associations et d'ONG, ainsi que 15 mouvements sociaux nationaux<sup>4</sup>. Les actrices et acteurs de l'agroécologie dans les territoires ont globalement bénéficié de la dynamique d'économie solidaire (Schmidt, 2010), voire y ont directement participé, comme avec les politiques de développement territorial et local de la SENAES (SENAES/MTE, 2012). Des liens et espaces de dialogue avec d'autres champs connexes, comme la sécurité alimentaire et la santé collective, ont été établis.

Cette période a donc marqué un renforcement et une articulation remarquables des forces de transformation socio-écologique et socio-économique, à travers l'agroécologie et l'économie solidaire. Leur impact sur la sphère reproductive, sur le régime d'accumulation et sur ses régulations demande toutefois à être examiné en détail. Malgré l'action de militantes et d'intellectuelles pour une économie solidaire féministe, les politiques n'ont pas abordé en

---

<sup>3</sup> Terrain situé aux abords d'une maison, généralement doté d'un jardin, d'un potager, d'arbres fruitiers et de petits animaux, ainsi que d'infrastructures telles que citerne, serre, poulailler, et porcherie. C'est typiquement un espace avec une grande diversité végétale et/ou animale, sous la responsabilité des femmes, qui y assurent la plus grande part du travail.

<sup>4</sup> 3790 expériences et 918 organisations sont documentées par l'initiative *Agroecologia em rede* (Agroécologie en réseau), <https://agroecologiaemrede.org.br> (chiffres au 29/09/2025).

profondeur la sphère reproductive (Hillenkamp, Schwenck, 2023). Selon certaines de ces militantes, les politiques pour les femmes dans l'économie solidaire et, dans une moindre mesure, dans l'agroécologie sont restées « ponctuelles » et « limitées », en plus d'être entravées par le poids de la bureaucratie (entretiens personnels, 2018). Entre 2003 et 2013, le budget de la Direction des politiques pour les femmes rurales au sein du Ministère de développement agraire a été d'à peine 300 millions de Reais (environ 93 millions de dollars) ; 56 400 femmes ont bénéficié de la politique d'Assistance technique en agroécologie, pour seulement 32,3 millions de Reais (Hora et Butto, 2014, p. 28).

De plus, durant toute la période du gouvernement du Parti des travailleurs, le soutien à l'agroécologie et à l'agriculture familiale n'a nullement entamé celui à l'*agronegocio*, qui a compté sur son propre Ministère (Ministère de l'Agriculture). Dans les années 2000, ce secteur est monté en puissance à la faveur du boom des *Commodities* au niveau mondial et d'un recul du secteur industriel au Brésil. De manière contradictoire, l'*agronegocio* est devenu la base économique de la politique néodéveloppementiste de Lula, finançant les politiques redistributives et apportant devises internationales et équilibre de la balance des paiements. Dans les années 2010, l'*agronegocio* est devenu une force politique incontournable, basé sur une concertation interne portée au Congrès brésilien par le Front parlementaire de l'agriculture, avec une majorité écrasante d'hommes blancs<sup>5</sup>. Depuis, ce secteur a obtenu une série de changements majeurs dans la législation environnementale et foncière (tableau 1).

Enjeux	Changement législatif
Environnementaux	Nouveau Code forestier de 2012, réduisant les obligations de protection et de restauration. Loi 14 785 de 2023, flexibilisant l'utilisation et la commercialisation des agrototoxiques, dénoncée comme « Paquet du poison ». Loi 15 190 de 2025, réduisant les règles d'autorisation environnementale, dénoncée comme « loi de la dévastation ».
Fonciers	Projet de loi 2 633 de 2020 assouplissant la régularisation foncière au profit d'occupants illégaux, dénoncée comme « loi de l'accaparement des terres ». Loi 14 701 de 2023 réduisant le droit au territoire des peuples autochtones.

Tableau 1 – Principaux changements législatifs obtenus par l'*agronegocio* brésilien (2012-2025)

Avec l'impeachment parlementaire contre Dilma Rousseff, en 2016, cette montée en puissance de l'*agronegocio* s'est intensifiée. Le conservateur Michel Temer, qui a pris le pouvoir grâce à l'impeachment, puis Jair Bolsonaro, élu président en 2019, ont été directement au service de ce secteur et ont affiché ouvertement une idéologie prédatrice et masculiniste (Brum, 2024). Le retour au pouvoir de Lula en 2023 a mis fin à la confiscation pure et simple

<sup>5</sup> 353 parlementaires, répartis entre 303 députés fédéraux sur 513 et 50 sénateurs sur 81, dont toujours une majorité écrasante d'hommes. Données du 29/04/2025 disponibles sur <https://fpagropecuaria.org.br/todos-os-membros/>

de l'Etat fédéral brésilien. Lula a notamment opposé son veto à plusieurs projets de lois en faveur de l'*agronegócio* (tableau 1 ci-dessus). De nombreux litiges, sont par ailleurs en cours au niveau du Suprême tribunal fédéral brésilien, limitant pour l'heure l'application de ces lois. On assiste à un ralentissement de la dérégulation, mais non à une régulation de ce secteur : un secteur économique qui prétend peser près d'un quart du PIB et près de la moitié des exportations du pays (CEPEA) et constitue la première force politique au Congrès national brésilien.

\* \* \*

Ces trajectoires historiques au Brésil montrent à quel point la capacité de transformation socio-écologique par l'agroécologie et en lien avec l'économie solidaire se mesure face à l'*agronegócio*. Au long de plusieurs décennies, ce secteur a mis en place un régime d'accumulation basé sur la prédation des terres et des territoires, des travailleurs et des corps, des femmes en particulier. Ce régime se base sur le contrôle du pouvoir législatif, sur les violences, racistes et de genre notamment, mais aussi sur la conviction et l'adhésion des paysans aux promesses de progrès et de revenus portées par la modernisation agricole.

Face à cela, l'agroécologie s'est constituée en agrégeant progressivement mouvements agraires revendiquant réforme foncière et droits des travailleurs ; agronomes alternatifs ; et organisations de femmes affirmant leur place dans l'agroécologie et la valeur de leur travail. L'agroécologie a allié valorisation des savoirs locaux, décentrement des techniciens et scientifiques, pratiques d'écologisation de l'agriculture, construction d'une économie politique, en lien avec l'économie solidaire, et politisation. Si elle a pris son essor avec le soutien de politiques publiques (2003-2016), sa genèse est bien antérieure et située dans la société civile. Elle ne s'est pas éteinte sous les gouvernements adverses de 2016-2022, mais elle s'est recentrée sur ses propres réseaux et dans des actions locales dans les territoires ; la production a même augmenté durant la pandémie de Covid-19 (Hillenkamp *et al.*, 2021).

La transformation socio-écologique sur plusieurs décennies n'est donc pas linéaire : elle est faite d'avancées et de retours en arrière, en fonction des relations de pouvoir très inégales avec l'*agronegócio* et l'Etat, mais aussi de disputes internes à l'agroécologie, notamment pour la reconnaissance du travail reproductif des femmes. Enfin, la transformation opère par brèches et non de manière monolithique : des ouvertures pratiquées au sein du modèle de production et des rapports sociaux depuis l'échelle locale et souvent intime des familles et des communautés paysannes.

## II. Des corps et des territoires : la lutte pour l'agroécologie depuis l'échelle locale

### 1. Projet GENgiBRE : objectifs et méthodologie

Pour saisir cette échelle locale, encore peu explorée, de la transformation, le projet GENgiBRE a accompagné l'expérience de six collectifs locaux de paysannes engagées dans l'agroécologie, croisant l'analyse des pratiques, des savoirs et des espaces agricoles, avec celle de la construction politique et des rapports de genre et intersectionnels. Ces six collectifs sont situés dans deux territoires ruraux du sud-est du Brésil marqués par des conflits environnementaux autour du modèle de production : le Vale do Ribeira, dans l'état de São Paulo (municipalités de Barra do Turvo, Itaoca et Peruíbe) et la Zona da Mata de Minas Gerais (municipalités d'Acaiaca, Divino et Simonésia ; voir figure 1 ci-dessous).

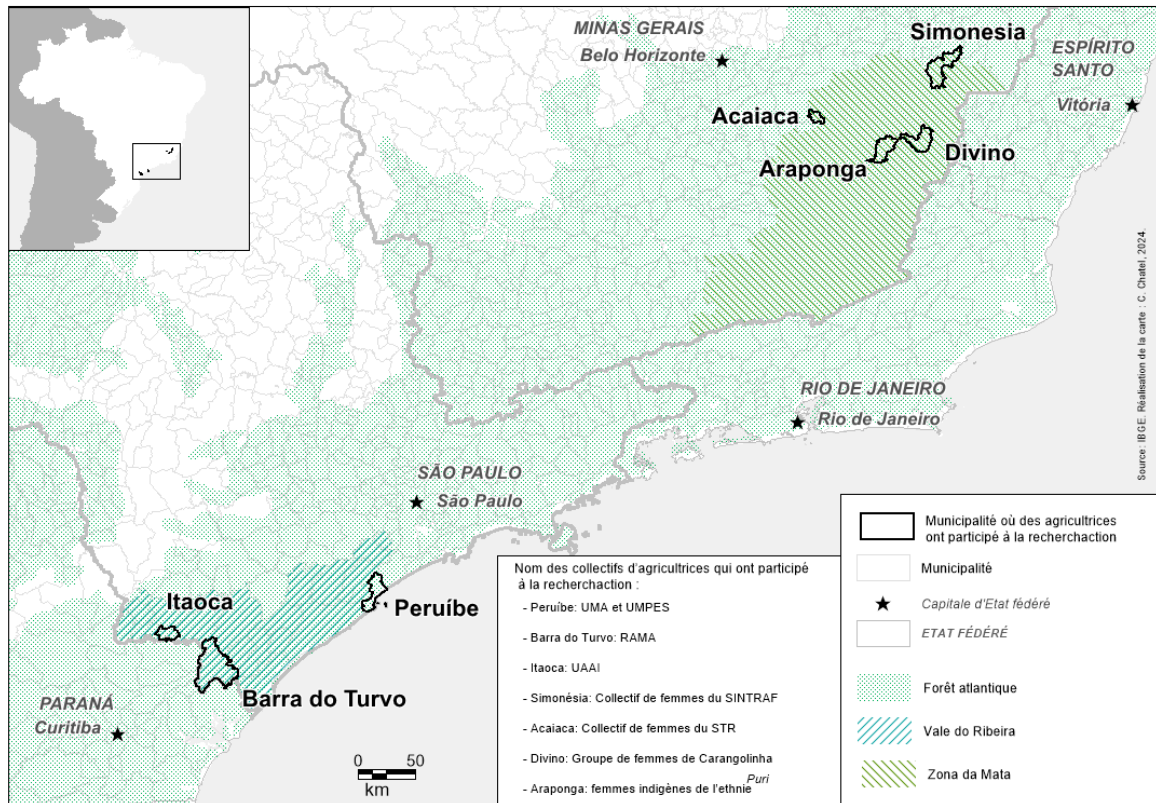


Figure 1 – Localisation des collectifs d'agricultrices du projet GENgiBRE. Elaboration : Cathy Châtel et projet GENgiBRE.

Ces paysannes produisent une grande variété d'aliments pour la consommation familiale, les réseaux d'échange non monétaires et les ventes locales. Elles s'organisent en réseaux, associations ou coopératives d'agroécologie ou d'économie solidaire et beaucoup sont de plus actives dans des mouvements de femmes. Certaines s'identifient comme femmes noires, *quilombolas* (descendantes d'esclaves noires), autochtones ou métisses ; d'autres comme

agricultrices familiales. L'équipe de recherche a été composée de chercheuses brésiliennes et françaises (sciences sociales et agraires), occupant diverses positions à l'interface entre Université et mouvements sociaux, et engagées elles aussi dans la construction de l'agroécologie et du féminisme au Brésil.

A un premier niveau, le projet s'est basé sur la réalisation d'« Ethnorepérages féministes »<sup>6</sup> auprès de 33 agricultrices et de leurs familles. Dans ce cadre, l'équipe du projet a réalisé une visite de 2 à 3 jours auprès de chaque paysanne, durant laquelle une observation et une réflexion conjointe sur son espace de vie et de travail ont été effectués : techniques, pratiques et savoirs (sols, plantes, animaux, aliments, soins etc.) ; flux et relations écologiques et économiques fondés sur diverses logiques (autosuffisance, réciprocité, redistribution, marchés) ; division sexuelle du travail. Ces éléments ont été représentés sur des ethnocartes élaborées par les paysannes avec l'équipe du projet (figure 1). Elles ont été complétées par des entretiens menés séparément avec la paysanne et avec un homme de sa famille (généralement son mari), abordant les parcours de vie et de travail, l'organisation économique, la participation politique et le rapport à la nature.

---

<sup>6</sup> Une description détaillée des méthodologies du projet est disponible dans le Guide (Hillenkamp *et al.*, 2025).

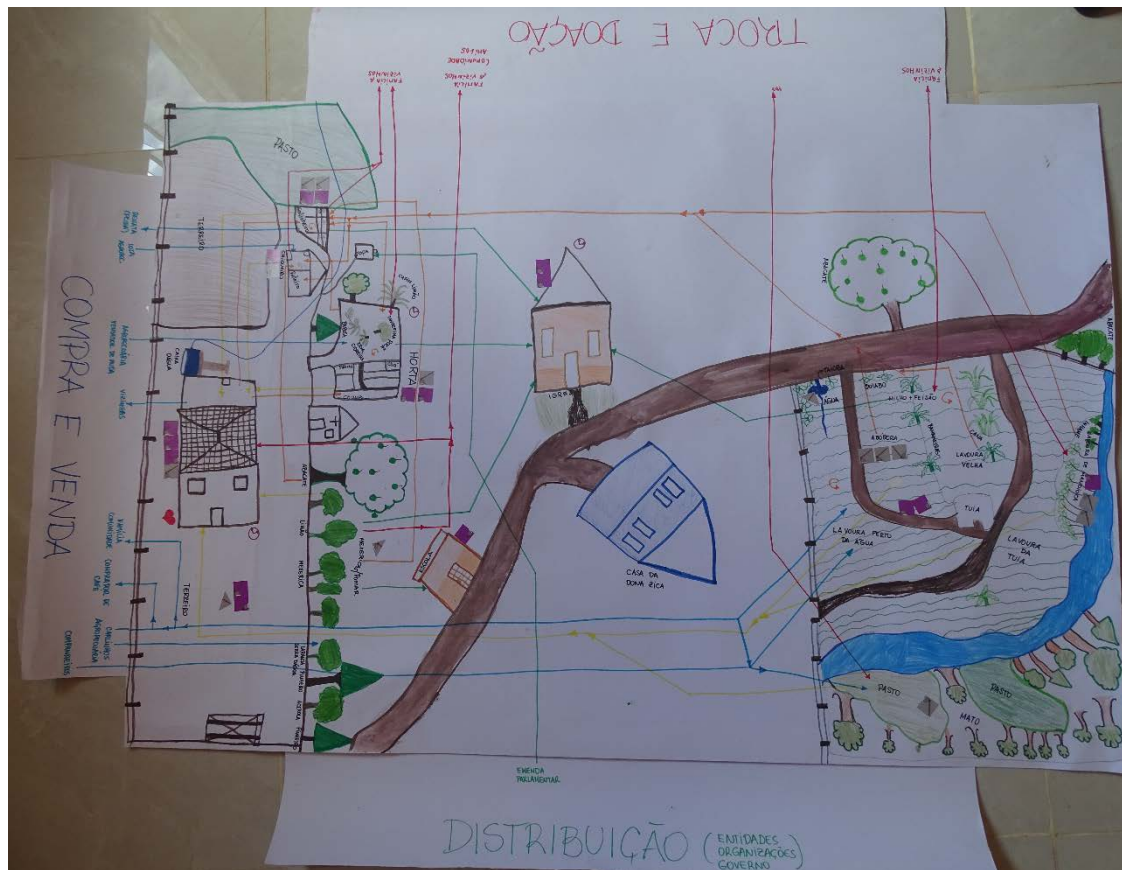


Figure 2 - Ethnocarte d'une paysanne (Divino, février 2022) avec la maison et le quintal sous sa responsabilité à gauche et les champs de café travaillés par son mari à droite. L'échelle reflète la perception de la paysanne et ne correspond pas nécessairement à la réalité (par ex. les champs de café sont ici sous-dimensionnés). Les quantités de travail féminin et masculin sont représentées respectivement par des adhésifs roses et gris. Les flux ou relations écologiques et économiques sont représentés par les flèches de couleur (jaune : autosuffisance ; rouge : réciprocité ; vert : redistribution ; bleu : marchés). Source : paysanne « Primeira Dama » et projet GENgiBRE.

A un second niveau, la recherche-action s'est basée sur des rencontres régulières avec chacun des six collectifs de paysannes. En plus de définir l'orientation du projet, ces rencontres ont eu pour objectif de co-construire des données situant les pratiques d'agroécologie dans les enjeux socio-écologiques de chaque territoire (tels que conflits sur les modèles agricoles, avec des entreprises minières, présence d'aires protégées). Pour cela, plusieurs méthodologies inspirées de la cartographie sociale ont été développées (Hillenkamp *et al.*, 2025). Dans l'ensemble, l'équipe du projet a cherché à établir une relation de confiance avec les paysannes, indispensable pour faire émerger leurs voix, en particulier sur des questions sensibles comme les rapports de pouvoir intrafamiliaux, le rapport à son propre travail, à son corps et à la nature. Des méthodes classiques d'enquête par collecte documentaire, observation et entretiens ont de plus été utilisées pour confronter les points de vue des paysannes à ceux des autres acteurs du territoire, y compris ceux portant des visions opposées de l'économie, de l'environnement et du genre.

Dans la suite de ce texte, je présente tout d’abord des données à l’échelle familiale et territoriale qui montrent comment l’agroécologie se construit depuis la base de la reproduction sociale, à partir de pratiques quotidiennes et d’une économie plurielle. Dans un second temps, je complexifie cette vision en pointant la pression à l’intégration dans l’*agronegocio* à laquelle les hommes de ces familles sont exposés. Enfin, j’identifie les brèches de changement, du niveau local au niveau national.

## 2. Reproduction : continuum socio-environnemental et pluralité économique

Les Ethnorepérages féministes ont d’abord mis en évidence les multiples pratiques, quotidiennes mais discrètes, voire même invisibles, par lesquelles les paysannes reproduisent les vies qui importent pour elles : les leurs et celles de leurs proches, mais aussi et de manière inséparable, les vies des organismes du sol, des plantes et des animaux nécessaires à leur travail. La vie du sol fait notamment l’objet d’un grand nombre de savoirs et pratiques, de fertilisation et d’utilisation de l’agrobiodiversité, qui illustre parfaitement la logique de la reproduction.

	<b>Pratique agroécologique</b>	<b>Effet sur la vie du sol</b>
<b>Gestion de la fertilité du sol</b>	Compostage (aliments, restes de culture) et épandage de fumier	Apport en matière organique, alimentation des organismes du sol
	Couverture du sol	<i>Idem</i> Régulation de l’humidité et de la chaleur
	Épandage des cendres	Apport en calcium et contrôle du pH
<b>Utilisation de la biodiversité</b>	Plantation d’arbres	Développement de la rhizosphère : structure du sol et alimentation des micro-organismes, symbiose Ombre et régulation du microclimat
	Cultures diversifiées	Développement de la rhizosphère Plantes qui fixent l’azote (engrais verts)
	Cultures en consortium	Complémentarité
	Conservation de semences	Diversité génétique des plantes et des racines
	Élevage de petits animaux	Apport en matière organique (fumier)

Tableau 2 - Pratiques de gestion agroécologique et effet sur la vie du sol. Source : élaboration personnelle sur la base de la thèse de doctorat de Luana Figueiredo (2025), réalisée dans le cadre du projet GENgiBRE.

La conservation des semences est aussi un bon exemple de la logique de reproduction. Ici comme dans de nombreux autres contextes, comme au Chili (Biskupovic *et al.*, 2024), en Inde (Vatturi-Pionetti, 2006) ou encore au Sénégal (Clavel *et al.*, 2022), la plupart des femmes collectent, sélectionnent, conservent, replantent et échangent un grand nombre de semences. Lors de nos visites, certaines ont nommé jusqu’à une centaine d’espèces ou variétés différentes cultivées ou collectées par elles. Ces pratiques sont transmises au sein des familles paysannes, mais aussi développées dans les espaces de formation du mouvement agroécologique que les paysannes fréquentent.

Ces pratiques révèlent également la manière dont les vies humaines et non humaines sont reproduites d'un même geste par ces femmes, selon une logique pratique qui ignore la séparation entre le social et l'environnemental. L'alimentation et la santé des personnes grâce à la culture, à l'élevage et à la préparation des aliments, la santé des sols, la qualité de l'eau et, plus largement, des écosystèmes sont des éléments indissociables du travail reproductif. Ce travail s'appuie sur des relations écologiques, comme l'utilisation de la paille des cultures pour la couverture du sol ou du fumier des animaux pour sa fertilisation (principe d'autosuffisance à l'intérieur des espaces de vie et de travail). Le travail reproductif s'appuie de plus sur des relations économiques à l'extérieur de ces espaces. Elles se fondent sur la réciprocité, sur la redistribution et sur différents types de marché en lien avec un large éventail d'institutions, telles qu'associations, coopératives, syndicats agraires ou lycées agricoles (« Ecoles familiales agricoles », EFA) liés à l'agroécologie, marchés d'économie solidaire ou programmes d'achat public d'aliments, pour n'en citer que quelques-unes (figure 2).

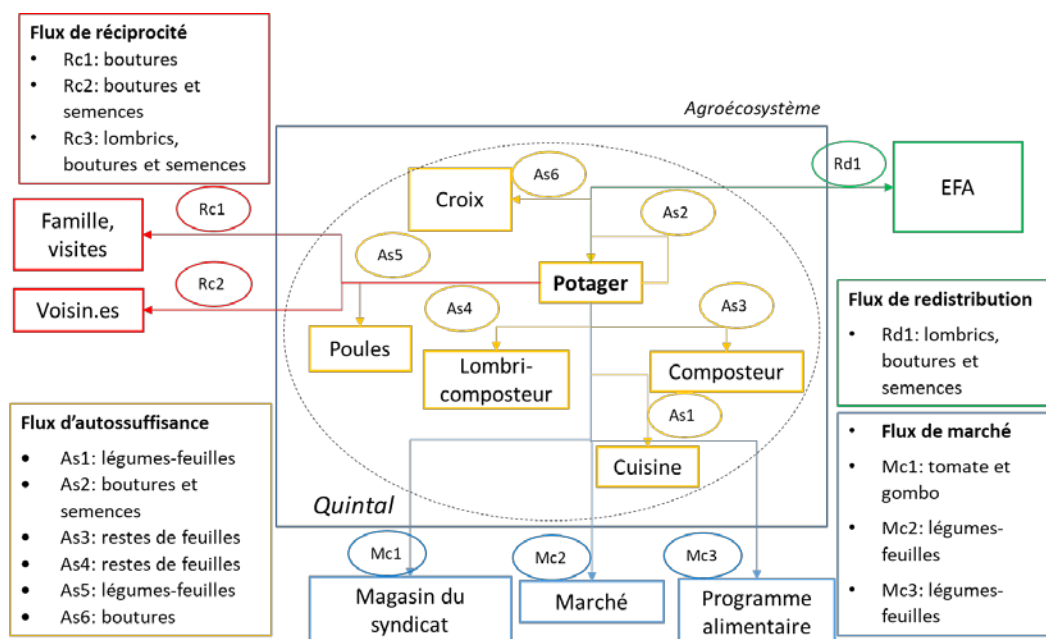


Figure 3 – Exemple de relations écologiques et économiques (flux sortants) du quintal d'une paysanne. Les flux sont classés par principe économique (autosuffisance - jaune, réciprocité - rouge, redistribution - vert et marchés - bleu). Source : paysanne « Raimunda » (Acaïaca) et projet GENgiBRE, juillet 2021.

C'est grâce à cette pluralité de relations économiques et d'organisations, pour la plupart locales, que ces paysannes reproduisent leur environnement et les vies qui comptent pour elles : la pluralité économique permet la valorisation, monétaire et non monétaire, de la production, mais aussi la circulation du matériel propagatif (semences, boutures) nécessaire au maintien de l'agrobiodiversité. Inversement, c'est grâce aux actions de ces femmes, engagées dans les organisations locales (agroécologie, économie solidaire, mouvements de femmes) que ces

relations existent. Elles sont une pièce clé des résistances à l'*agronegocio* dans les territoires, en créant un espace méso-économique de valorisation autonome de la production agroécologique.

Ainsi, la pluralité économique permet de contenir la logique de concurrence, en la soumettant aux autres principes d'intégration économique que sont la réciprocité, la redistribution et l'autosuffisance (Polanyi, 1983). Les marchés sont encadrés, dans des relations d'économie solidaire ou dans règles de marchés publics, et ils sont alimentés par et maintenus au contact de circuits non marchands et non monétaires. Cette économie plurielle constitue le canal de formation d'un espace méso-économique protégé de la concurrence (Lamarche *et al.*, 2021). Elle permet la valorisation et la viabilité économique, au sens substantif, de l'agroécologie dans les territoires et esquisse un mode de régulation socio-écologique et une brèche de transformation à partir de l'action des paysannes au niveau familial et des organisations d'agroécologie et d'économie solidaire.

### **3. *Agronegocio* dans les territoires : aspiration des hommes paysans**

Confirmant la division sexuelle du travail présentée en introduction de ce texte, les données du projet GENgiBRe au niveau intrafamilial montrent que les paysannes femmes assurent la majeure partie du travail reproductif présenté ci-dessus. Ce sont elles qui produisent la plupart des aliments destinés à la consommation familiale, elles qui préparent ces aliments, prennent soin des membres de la famille et souvent d'autres personnes de la communauté. Elles aussi qui organisent les échanges, monétaires et non monétaires, par lesquels plantes, animaux aliments ou encore semences circulent, consolident les liens sociaux et élargissent la base de la reproduction sociale. Le plus souvent, les hommes de leur famille produisent aussi des aliments destinés à l'alimentation, par exemple maïs, lait et viande. Mais la majeure partie du travail masculin est tournée vers la génération de revenus. Le travail agricole des hommes est spécialisé dans un petit nombre de produits vendus sur des marchés locaux ou nationaux, tels que bananes, tomates ou lait, ou sur des marchés internationaux, comme le café. Le modèle productiviste qui accompagne généralement cette spécialisation implique des pratiques nocives pour ces producteurs et pour leur environnement, comme l'application d'agrotoxiques et la déforestation. Une partie des agriculteurs interviewés en sont conscients, mais s'éloigner de ce modèle les expose à la réprobation, voire à la marginalisation : ils se sentent incapables de nourrir leur famille, voire sont traités de « fous » par les autres hommes de leur famille.

L'attribution aux femmes de la responsabilité sociale de reproduire la vie et aux hommes de générer des revenus est au centre de l'ordre de genre observé ici et cet ordre se maintient par

des rapports de pouvoir entre hommes et femmes et au sein du groupe social des hommes. Entre hommes et femmes, dans toutes les familles que nous avons rencontrées, la répartition genrée du pouvoir est visible dans celle de l'espace de vie et de travail. Le sous-espace dédié à la reproduction (dans beaucoup de contextes régionaux, le *quintal*, autour de la maison) est d'une taille très inférieure à celle des sous-espaces consacrés aux cultures commerciales sous contrôle masculin (figure 1, parties gauche et droite, respectivement). Les femmes y travaillent aussi, par exemple pour planter et récolter le café, mais ce travail ne génère pas de pouvoir de décision : ce sont généralement les hommes qui décident ce qui est produit et selon quel système de production, dans la mesure où la valorisation marchande de ces cultures est considérée comme une responsabilité masculine. Ce sont en effet les hommes qui se chargent de vendre cette production à des intermédiaires ou courtiers et eux généralement qui reçoivent le revenu et décident de son attribution. La valorisation des revenus générés par les hommes sur les marchés, et la dévalorisation concomitante du travail non rémunéré réalisé par les femmes, fait de la division sexuelle du travail un véritable rapport de pouvoir.

Au sein du groupe social des hommes se joue un second rapport de pouvoir, structuré par les appartenances de classes et ethno-raciales, et directement lié à la pénétration de l'*agronegocio* au sein des territoires de l'agriculture familiale. Les municipalités de Divino et Simonésia (Zona da Mata), où sont établis deux collectifs de paysanne du projet GENgiBRE, sont un bon exemple. Dans cette région, le démantèlement de grandes *fazendas* au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a donné naissance à une classe de métayers puis de petits agriculteurs, détenant typiquement quelques hectares de terre. Beaucoup s'identifient et sont identifiés comme noirs, autochtones ou métis. Cette transformation du foncier et des rapports sociaux de production a été concomitante de l'implantation du café dans la région comme culture commerciale, tournée vers le marché international (depuis les années 1970).

Nos entretiens auprès d'agriculteurs de sexe masculin ont retracé la manière dont ils ont été convoqués par les techniciens, les vendeurs d'intrants agricoles et les intermédiaires commerciaux de l'*agronegocio*, ainsi que par les agents bancaires locaux, au cours de plusieurs décennies d'implantation de ce modèle dans la région. Cette convocation s'est fondée sur la démonstration de rendements agricoles et de gains supposément plus élevés (à court terme), associée au déploiement de symboles d'autorité et de pouvoir. Ordinateurs, présentations PowerPoint et instructions sur la manière d'appliquer engrais chimiques, herbicides et insecticides, ont été mis en scène pour convaincre les agriculteurs. Beaucoup les ont perçus comme le signe d'une autorité technico-scientifique garante de progrès et les ont acceptés, au

prix d'une acculturation de leurs propres savoirs et de nouveaux risques pour leur santé et leur environnement. Certains nous ont même confié avoir été invités par des agents de ce modèle à monter dans des voitures de luxe, où alcool et cigares leur ont été offerts, dans une tentative de sceller un pacte de masculinité et de remporter leur adhésion (Hillenkamp, Prévost, 2024).

La sociologie des masculinités a montré comment la logique d'*hégémonie* structure les rapports de pouvoir à l'intérieur du groupe social des hommes, associant pouvoir économique et institutionnel et attributs symboliques et culturels (Connell, 2014). A Divino et Simonésia, les agents de la chaîne de valeur du café assurent leur hégémonie par un mélange de domination économique, technologique et culturelle sur les agriculteurs et de cession d'une infime parcelle de pouvoir. En adhérant à ce modèle, les agriculteurs augmentent leur revenu et obtiennent ainsi un dividende du patriarcat : ils gagnent le pouvoir d'imposer l'usage de l'espace et le modèle agricole aux femmes de leur famille et d'en contrôler le revenu. Cependant, malgré l'apparence d'un échange marchand libre, les agriculteurs se voient en réalité dicter ces prix, par les intermédiaires du café qui répercutent eux-mêmes les variations des cours mondiaux, et ils ne perçoivent qu'une infime partie de la valeur ajoutée<sup>7</sup>. Cependant, ils assument les risques de production et exposent leurs corps et ceux de leurs proches aux effets toxiques de ce modèle de production (Bombardi, 2024). Du point de vue de la sociologie du genre, ils incarnent une « masculinité marginalisée », qui « reprend certains thèmes de la masculinité hégémonique au niveau de la société dans son ensemble, et les met au travail dans un contexte de pauvreté » (Connell, 2014, p. 123). La marginalisation dénote l'absence d'autorité au sein du groupe social des hommes.

#### **4. Brèches de transformation**

La transformation socio-écologique suppose donc de défaire le modèle économique dominant et pour cela, de défaire l'ordre de genre. Les données du projet GENgiBRE au niveau local montrent que ce sont d'abord les femmes qui sont à l'origine de pressions pour le changement. Certaines mettent en jeu leur travail et leur propre corps, refusant de travailler ou d'avoir des relations sexuelles avec leur mari, tant que, par exemple, ce dernier n'aura pas arrêté d'utiliser du glyphosate dans les plantations de café. En s'organisant en collectifs pour créer des circuits de vente solidaires, elles créent des alternatives concrètes à la dépendance vis-à-vis des marchés, comme ceux du café. En participant aux mouvements d'agroécologie et d'économie solidaire, elles co-construisent des alternatives plus larges et revendiquent des

---

<sup>7</sup> De l'ordre de quelques pourcents du prix final (BASIC, 2024).

politiques d'appui, comme par exemple l'achat préférentiel de leurs produits par les politiques d'alimentation scolaire. Ce protagonisme de femmes de classe populaire du Sud pour changer l'ordre économique et de genre et le rapport à l'environnement est un résultat logique : se situant à la base de la reproduction sociale, elles sont les premières affectées par cet ordre, subissant les inégalités économiques et de genre et se voyant assigner le travail de réparation des destructions environnementales.

Les données du projet GENgiBRe au sujet des agriculteurs de sexe masculin pointent à la fois des cas de forte résistance aux pressions des femmes de leur famille et des cas de transformation personnelle. Sous la pression des femmes, certains agriculteurs ont par exemple renoncé au glyphosate et ont accepté de revenir au débroussaillage et au désherbage manuel, augmentant leur charge de travail. Certains ont modifié leur système de production, augmentant l'espacement des caféiers pour permettre la culture d'autres espèces – jusqu'à une quarantaine dans l'une des familles rencontrées. Ce type de décision a converti des champs de café en système de polyculture, utilisant des plantes associées pour améliorer la qualité du sol. Il a aussi transformé le mode de valorisation économique, exigeant la construction de nouveaux circuits de vente et d'échange, en général au niveau local. Ces différents cas illustrent l'imbrication entre transformation du système productif, du rapport à la nature et des rapports de genre au niveau intrafamilial, à travers la division sexuelle du travail et le partage du pouvoir de décision.

Hultman et Pulé (2020) ont proposé le terme d'« écologisation » pour désigner le processus de transformation des masculinités en direction du *care* et de la reproduction de la vie. Cette transformation est un processus sous haute tension : les hommes déviant de la norme dominante s'exposent aux formes de délégitimation et de marginalisation, mais aussi aux tentatives de réappropriation. Les solutions technologiques présentées comme « vertes » sont aujourd'hui au centre de ces tentatives. Dans le projet GENgiBRe, nous les avons par exemple observées sous la forme de désherbants présentés comme « naturels » aux agriculteurs par des revendeurs locaux, alors qu'ils contiennent en réalité du glyphosate. Le solutionnisme vert est l'épicentre de l'adaptation du modèle économique dominant à la crise environnementale et de la transformation concomitante de la masculinité hégémonique. L'écologisation est au contraire un processus contre-hégémonique, qui dépasse un simple changement des comportements individuels. Dans le projet GENgiBRe, les témoignages des agriculteurs de sexe masculin montrent que c'est dans des espaces de proximité, tels que certains syndicats, associations ou coopératives liées au mouvement agroécologique et fortement influencés par les femmes, qu'ils

ont trouvé l'appui nécessaire pour transformer leurs pratiques et leur identité masculine : appui technique, organisation économique et légitimation de leur décision.

Des niveaux plus larges de changement, en lien avec l'Etat, restent indispensables. Là aussi, les femmes paysannes et leurs allié.es dans les mouvements sociaux assurent une pression indispensable. Elle peut notamment être observée dans la Marche des *Margaridas* : une mobilisation massive de mouvements de femmes rurales réalisée tous les 4 ou 5 ans, tournée vers la présentation de demandes auprès du gouvernement fédéral (Butto, 2017). En 2023, lors de sa 7<sup>e</sup> édition, la Marche a réuni quelques 100 000 femmes « des champs, des forêts et des eaux » à Brasilia. Connectant critique du régime d'accumulation, de genre et question environnementale, ces femmes ont dénoncé le modèle extractiviste des matières premières comme une violence contre leurs territoires et l'ont associé aux violences sexuelles. Partant de cette critique, elles ont exprimé des revendications liant droits sur leur propre corps, reconnaissance de leur travail et accès à la terre (Prévost, 2023). Elles ont obtenu un Pacte national contre les féminicides et un Programme de soutien aux *quintais* (*Programa Quintais Produtivos das Mulheres Rurais*). Ce résultat est une avancée dans le contexte d'un Congrès dominé par le Front parlementaire de l'agriculture et de l'élevage, défendant les intérêts de l'*agronegócio* et les normes les plus virilistes de masculinité. Cependant, le pouvoir de ce Front se traduit par des « avancées » parallèles multiples, comme les lois « de l'accaparement de terres », « de la dévastation » et du « poison » (cf. partie I de ce texte).

## **Conclusion**

L'expérience du mouvement brésilien d'agroécologie met en évidence la place centrale de la reproduction sociale dans la transformation socio-écologique. Le régime d'accumulation de capital que ce mouvement vise à transformer, celui de l'*agronegócio*, menace directement la reproduction sociale : via ses externalités environnementales (pollutions et contaminations, épuisement des ressources, érosion de la biodiversité, déforestation, changement climatique, etc.) ; via l'extraction de valeur du travail rémunéré ; et via l'extraction de valeur du travail reproductif, spécifiquement celui de réparation et de *care* socio-environnemental, réalisé en grande partie par des femmes paysannes. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'au Brésil, comme dans d'autres pays d'Amérique latine (Zuluaga *et al.*, 2018) ou encore en Inde (Mies, Shiva, 1993), des femmes s'identifiant comme paysannes, travailleuses rurales, racisées, de classe populaire ou encore de basse caste, jouent un rôle clé dans les résistances à ce régime.

Ces résistances consistent dans le maintien de pratiques quotidiennes qui reproduisent les vies, humaines et non humaines, qui comptent pour ces femmes ; dans la reconnaissance de

ces pratiques comme résistances en actes et dans leur politisation comme faisant partie de l'agroécologie ; dans la construction d'organisations agroécologiques et d'économie solidaire dans les territoires ; dans des alliances (mouvements agraires, féministes, militant-es dans des ONG, la gestion publique, à l'Université) et dans la participation à des mobilisations plus larges. Ces résistances à différents niveaux engagent une transformation simultanée des rapports sociaux (notamment genre, classe, ethnico-raciaux), du modèle et des techniques de production et du rapport à l'environnement.

Au niveau familial, la transformation socio-écologique se traduit par une dispute sur la division sexuelle du travail et de l'espace agricole et exige une redistribution du pouvoir entre hommes et femmes et l'acceptation par les hommes de nouvelles masculinités. Au niveau méso-économique, la transformation se concrétise par la construction d'une économie politique ancrée dans les organisations agroécologiques et d'économie solidaire et dans des réseaux de proximité (familiaux, communautaires), comme condition de formes plurielles de valorisation de l'agrobiodiversité. Cette économie s'oppose aux chaînes de valeurs des marchés internationaux qui se concentrent sur un très petit nombre de *commodities* dans chaque territoire et entretiennent le modèle productiviste de spécialisation destructeur de l'agrobiodiversité, des sols et des territoires. Face à cela, les économies politiques, agroécologiques et solidaires, témoignent d'une capacité instituante et ouvrent des brèches de transformation, dont la géographie épouse celle des réseaux de mouvements sociaux et de circulation des produits. Dans les territoires où ces réseaux sont denses, comme la Zona da Mata de Minas Gerais et le Vale do Ribeira, ils tentent de constituer des espaces méso-économiques autonomes vis-à-vis des marchés globaux, avec leurs propres modes de valorisation de la production et du travail et une reconfiguration des rapports de genre et intersectionnels et du rapport à l'environnement.

Il reste que ce régime socio-écologique émergent est confronté à un rapport de force particulièrement inégal avec l'*agronegocio*. Evident au Congrès brésilien et dans les politiques et la législation fédérales, le pouvoir de l'*agronegocio* se déploie dans les territoires et jusqu'au niveau intime, des corps dans les territoires, où il cherche l'adhésion des paysans et travailleurs ruraux par une combinaison de promesses de revenus et de diffusion d'une culture productiviste. Ce niveau, peu étudié faute de données, est indispensable pour saisir les bases genrées du régime d'accumulation de l'*agronegocio* autant que du régime socio-écologique émergent de l'agroécologie. La transformation socio-écologique exige un changement du régime de genre autant et peut-être avant même qu'un changement de modèle économique et technologique.

## Références

- Alvarenga, C., Alves, L. M., Cardoso, E., de Castro, N., Saori, S., & Telles, L. (2018). *Caderneta agroecológica e os quintais: Sistematização da produção das mulheres rurais no Brasil*. Minas Gerais: Centro de Tecnologias Alternativas da Zona da Mata.
- Bertucci, A. d. A., & da Silva, R. M. A. (2003). *20 anos de Economia Popular Solidária. Trajetória da Cáritas Brasileira dos PACs à EPS*. Brasília: Cáritas Brasileira.
- Biskupovic, C., Maurines, B., & Antin, M. (2024). Donner l’alerte à bas bruit: Pour une éthique des soins agroécologiques au Chili. *Anthropologica*, 66(2), 1-28.
- Blazquez, A., & Lamotte, M. (2024). Prédation: l’accumulation par et dans la destruction. *L’Homme*, 251252(3-4), 5-34.
- Bodet, C., Lamarche, T., & Richez-Battesti, N. (2025). *Penser l’ESS et la transition socio-écologique : une approche mésoéconomique*. Paper presented at the 10th CIRIEC International Research Conference on Social Economy, Bordeaux.
- Bombardi, L. M. (2024). *Pesticides – Un colonialisme chimique*. Paris: Editions Anacaona.
- Brum, E. (2024). *Banzeiro òkôtô. Amazonie, le centre du monde*. Paris: Editions du sous-sol.
- Bureau d’analyse sociétale d’intérêt collectif (BASIC). (2024). *The Grounds for Sharing. A study of value distribution in the coffee industry*. Retrieved from Paris, Geneva, Utrecht, Panama City:
- Butto Zarzar, A. L. (2017). *Movimentos sociais de mulheres rurais no Brasil: a construção do sujeito feminista*. (Tese de doutorado), Universidade Federal de Pernambuco, Recife.
- Carrasco, C., & Tello, E. (2013). Apuntes para una vida sostenible *Tejiendo alianzas para una vida sostenible. Consumo crítico, feminismo y soberanía alimentaria* (pp. 11-44). Barcelona: Marcha Mundial de las Mujeres.
- Clavel, D., Guéat-Bernard, H., & Verger, E. (2022). Intensified rice production negatively impacts plant biodiversity, diet, lifestyle and quality of life: transdisciplinary and gendered research in the Middle Senegal River Valley. *Agriculture and Human Values*, 40(2), 745-760.
- Connell, R. (2014). *Masculinités. Enjeux sociaux de l’hégémonie*: Amsterdam Éditions.
- Cunha, G. C. (2012). *Outras políticas para outras economias: contextos e redes na construção de ações do governo federal voltadas a economia solidaria (2003-2010)*. (Doutorado em Sociologia), Universidade de Brasília, Brasília.
- Faria, N., & Nobre, M. (Eds.). (2003). *A produção do viver: ensaios de economia feminista*. São Paulo: SOF.
- Favareto, A. (2006). Agricultores, trabalhadores: os trinta anos do novo sindicalismo rural no Brasil. *Revista brasileira de Ciências Sociais*, 21(62). doi:<https://doi.org/10.1590/S0102-69092006000300002>
- Federici, S. (2012). *Revolution at point zero: Housework, reproduction, and feminist struggle*. Oakland, Brooklyn: PM press, Common Notions.
- Gibson-Graham, J. K. (2006). *The End of Capitalism (As We Knew It). A Feminist Critique of Political Economy*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Hillenkamp, I. (2026 (à paraître)). Economie solidaire et reproduction de la vie : un cadre d’analyse Sud-Nord. In M. Cervera & V. Lhuilier (Eds.), *Le défi politique de l’économie sociale et solidaire*. Toulouse: Erès.
- Hillenkamp, I., Lobo, N., & Telles, L. (2021). Vulnerabilidades e resiliência de agricultoras agroecológicas face à pandemia da Covid-19: introdução. In M. Nobre (Ed.), *Um meio tempo preparando outro tempo: cuidados, produção de alimentos e organização de mulheres agroecológicas na pandemia* (pp. 10-21). São Paulo: SOF Sempreviva Organização Feminista.
- Hillenkamp, I., & Nobre, M. (2018). Agroecologia e feminismo no Vale do Ribeira: contribuição para o debate sobre reprodução social. *Temáticas (Unicamp)*, 52, 167-194.
- Hillenkamp, I., & Prévost, H. (2024). Extractivisme et résistances paysannes dans l’agroécologie au Brésil. Une analyse de genre des conflictualités. *Revue internationale des études du développement*, 255(2024-2), 39-64.
- Hillenkamp, I., & Schwenck, B. (2023). Travail de care dans les économies solidaires brésiliennes: une contribution féministe au renouvellement des critiques en acte. *Revue internationale de l’économie sociale*(1), 82-98.
- Hillenkamp, I. P., Héloïse; Ferrari, Clara Teixeira ; Cardoso Elisabeth Maria; Marques, Gláucia dos Santos ; et al. (2025). *Guide méthodologique - Projet GENgiBRE* (version 2 ed.). <https://ird.hal.science/ird-05218739/document>
- Hora, K., & Butto, A. (2014). Políticas públicas para mulheres rurais no contexto dos Territórios da Cidadania. In A. Butto, C. Dantas, K. Hora, M. Nobre, & N. Faria (Eds.), *Mulheres rurais e autonomia. Formação e articulação para efetivar políticas públicas nos territórios da cidadania* (pp. 14-45). Brasília: Ministério do Desenvolvimento Agrário.
- Hultman, M., & Pulé, P. (2020). Ecological Masculinities: A response to societal crises of our time. *Population*, 23(2), 61-71.

- Jalil, L. M. (2013). *As Flores e os Frutos da luta: O significado da organização e da participação política para as Mulheres Trabalhadoras Rurais*. (Tese de Doutorado em Ciências Sociais), Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro.
- Lamarche, T., Grouiez, P., Nieddu, M., Chanteau, J.-P., Labrousse, A., Michel, S., & Vercueil, J. (2021). Saisir les processus méso: une approche régulationniste. *Économie appliquée: archives de l'Institut de science économique appliquée*(1), 13-49.
- Lutzenberger, J. (1976). *O Fim do Futuro. Manifesto Ecológico Brasileiro*. Porto Alegre: Editora Movimento.
- Luzzi, N. (2007). *O debate agroecológico no Brasil: uma construção a partir de diferentes atores sociais*. (Tese de Mestrado), Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro.
- Mies, M., & Bennholdt, V. (2022). *La subsistance : une perspective écoféministe*. Paris: La Lenteur.
- Mies, M., & Shiva, V. (1993). *Ecofeminism*. London: Zed books.
- Nobre, M. (2006). Femmes et économie solidaire (1). In J.-L. Laville & A. D. Cattani (Eds.), *Dictionnaire de l'autre économie* (pp. 398-409). Paris: Gallimard.
- Paulilo, M. I. S. (2016). Que feminismo é esse que nasce na horta? *Política & Sociedade*, 15, 296-316.
- Polanyi, K. (1983 [1944]). *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (éd. française ed.). Paris: Gallimard.
- Pompeia, C. (2018). *Formação Política do Agronegócio*. (Tese de doutorado em Antropologia Social), Universidade Estadual de Campinas, Campinas. Retrieved from [https://www.academia.edu/download/59687841/Tese\\_Formacao\\_Politica\\_do\\_Agronegocio.cpompeia20190612-123289-1u56bra.pdf](https://www.academia.edu/download/59687841/Tese_Formacao_Politica_do_Agronegocio.cpompeia20190612-123289-1u56bra.pdf)
- Prévost, H. (2023). « Contre l'agrobusiness, la mobilisation exemplaire des femmes brésiliennes ». *Reporterre*.
- Primavesi, A. (1979). *Manejo Ecológico do Solo*: Editora Nobel.
- Primavesi, A. (1997). *Agroecologia: ecosfera, tecnosfera e agricultura*. São Paulo: Nobel.
- Schmitt, C. J. (2010). Economia Solidária e Agroecologia: convergências e desafios na construção de modos de vida sustentáveis. *Mercado de trabalho*, 42, 55-64.
- Secretaria Nacional de Economia Solidária, M. d. T. e. E. S. M. (2012). *Avances e Desafios para as políticas públicas de Economia Solidária no Governo Federal 2003/2010*. Retrieved from Brasília:
- Singer, P. (2000). Economia solidária: um modo de produção e distribuição. In P. Singer & A. R. d. Souza (Eds.), *A Economia Solidária no Brasil: A autogestão como resposta ao desemprego* (pp. 11-28). São Paulo: Contexto.
- Singer, P. (2002). A recente ressurreição da economia solidária no Brasil. In B. d. S. Santos (Ed.), *Produzir para viver: os caminhos da produção não capitalista* (pp. 81-129). Rio de Janeiro: Civilização Brasileira.
- Tahan Novaes, H. (2009). Ligas Camponesas. *The International Encyclopedia of Revolution and Protest*, 1-1.
- Vatturi-Pionetti, C. (2006). Biodiversité et gestion féminine des semences dans l'Inde rurale du Décan. In A.-M. Granié & H. Guétat-Bernard (Eds.), *Empreintes et inventivité des femmes dans le développement rural* (pp. 197-217). Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- Verschuur, C., Guérin, I., & Hillenkamp, I. (Eds.). (2021). *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*. Paris: L'Harmattan.
- Wezel, A., Bellon, S., Doré, T., Francis, C., Vallod, D., & David, C. (2009). Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for sustainable development*, 29(4), 503-515.
- Zuluaga Sánchez, G. P., Catacora-Vargas, G., & Siliprandi, E. (2018). *Agroecología en femenino. Reflexiones a partir de nuestras experiencias*. La Paz (Bolivia): SOCLA, CLACSO.